

Khalida Jarrar, députée palestinienne condamnée à 15 mois d'emprisonnement par un tribunal militaire israélien



Khalida Jarrar, parlementaire palestinienne de gauche et féministe et avocate des prisonniers politiques, a été condamnée le 6 décembre dernier à 15 mois d'emprisonnement par un tribunal militaire israélien à Ofer. Après son arrestation par les forces militaires d'occupation, qui ont fait intrusion le 2 avril dans sa maison de Ramallah, l'emprisonnement de Jarrar, ancienne directrice exécutive et actuelle vice-présidente du bureau des directeurs de l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et des Droits de l'Homme, a déclenché une indignation générale en Palestine, dans le monde arabe et sur le plan international.

Jarrar est membre du Conseil Législatif (*Parlement*) Palestinien au nom du bloc Abu Ali Mustafa, le bloc parlementaire affilié au Front Populaire de Libération de la Palestine, organisation de gauche. En 2014, elle a été l'objet d'un déplacement forcé de Ramallah à Jéricho par un ordre de l'armée d'occupation, qu'elle a réussi à faire échouer après un sit-in qui a duré un mois au bureau du CLP et une campagne internationale de soutien.

En avril, elle a été immédiatement mise en détention administrative sans inculpation ni jugement suite à son arrestation. Une campagne internationale – comprenant un vote du parlement portugais exigeant sa libération– s'en est suivie, et elle a alors été inculpée devant les tribunaux militaires israéliens. Bien que les tribunaux militaires fassent preuve d'une apparence de « jugement », ces jugements ne sont en réalité pas plus justes ou équitables que la détention administrative arbitraire. 99.74% des Palestiniens qui comparaissent devant eux sont déclarés coupables.

Jarrar a été inculpée de douze chefs d'accusation entièrement politiques concernant son activité politique publique, parmi lesquels les discours qu'elle a prononcés, les réunions publiques auxquelles elle a assisté, et les demandes de libération de prisonniers politiques palestiniens. Elle a été accusée d'« incitation » pour avoir prétendument appelé à l'enlèvement de soldats israéliens d'occupation par la résistance palestinienne afin de faire libérer des prisonniers palestiniens. En dépit de cette affirmation de l'armée d'occupation, celle-ci n'a pas pu produire de témoin pour confirmer que Jarrar ait pu dire ceci – et les témoins qu'elle a présentés ont tous précisé qu'ils avaient été menacés et torturés pour les amener à témoigner contre Jarrar.

En dépit de la nature éminemment politique des accusations contre Jarrar, une dirigeante parlementaire et politique reconnue internationalement, et du plaidoyer résolu de ses avocats d'Addameer, elle a été déclarée coupable par les

tribunaux militaires israéliens – comme il est tout à fait classique – et condamnée à passer quinze mois dans les prisons de l'occupation israélienne.

“La déclaration de la culpabilité de Khalida Jarrar ne constitue pas une surprise ; les tribunaux militaires israéliens n'ont pour seule fonction que de constituer un instrument de répression dirigée contre les Palestiniens. Khalida Jarrar est une dirigeante politique palestinienne et une combattante pour la justice internationalement renommée. Elle a consacré sa vie à travailler pour la libération de son peuple et de son pays, et en particulier pour la libération des prisonniers politiques palestiniens,” a déclaré Charlotte Kates, coordinatrice de Samidoun, Réseau de Solidarité avec les Prisonniers Palestiniens.

“Il est urgent que nous construisions internationalement le mouvement pour exiger la libération de Jarrar et de près de ses 7.000 soeurs et frères détenus en tant que prisonniers politiques palestiniens dans les geôles israéliennes. Khalida Jarrar est une lutteuse de longue date pour la liberté et la justice sociale, aux niveaux palestinien, arabe et international. Nous devons faire tout notre possible pour avancer vers les buts qui sont les siens – pour voir la Palestine, débarrassée du colonialisme et de l'oppression, dans la justice et la liberté pour tous, y compris en manifestant, en s'organisant et en bâtissant la campagne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions, et l'isolement international d'Israël.”

Traduit de l'anglais par Yves Jardin, membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers